

## ENVIRONNEMENT

# Les « anti-gaz de schiste » contre-attaquent

**P**our contrer le colloque organisé hier à la maison de la Chimie à Paris sur la façon de contourner la loi de juillet 2011 interdisant le forage de pétrole et de gaz de schiste par fracturation hydraulique, les « anti-schiste » menaient hier deux offensives. Pierre Doerler, président de l'Union pour la promotion du projet de parc naturel régional de la Brie et des Deux Morins, a invité cinq sénateurs à organiser une contre-offensive, au palais du Luxembourg.

Nicole Bricq (PS), sénatrice de Seine-et-Marne, Laurence Rossignol, vice-présidente du conseil régional de Picardie (PS), Renan Dantec, sénateur de la Loire-Atlantique (EELV), Dominique Jourdain, sénateur de l'Aisne (PS), porte-parole du collectif anti-gaz de schiste Carmen, et Michel Teston, sénateur PS de l'Ardeche, ont décidé de rédiger une question écrite qu'ils poseront au gouvernement le 17 février. Ils demanderont pourquoi les permis de forage ne sont pas abrogés en Seine-et-Marne, alors que la loi déposée



**PARIS, PALAIS DU LUXEMBOURG, HIER.** Ces cinq sénateurs de diverses régions de France, dont à droite Nicole Bricq, sénatrice PS du département, demanderont au gouvernement pourquoi les permis de forage ne sont pas abrogés en Seine-et-Marne. (DR.)

par Christian Jacob (député-maire UMP de Provins) le 17 juillet les interdit.

« Dans tous les pays du monde les fracturations hydrauliques ont

conduit à des catastrophes environnementales, à des séismes ou des nappes phréatiques polluées, s'alarme Pierre Doerler. Le Sénat, qui a basculé à gauche, se demande

comment il peut influencer sur le gouvernement qui risque de trouver une argutie quelconque pour enterrer la loi de Christian Jacob. » Pierre Doerler a montré aux sénateurs la lettre du préfet du mois de septembre, autorisant la pose de 14 sondes (7 à Doue et 7 à Jouarre) par la société Toréador-Hess.

## Présence de spécialistes au conseil régional

La seconde offensive s'est tenue toute la journée au conseil régional. Son président, Jean-Paul Huchon (PS), et plusieurs conseillers régionaux ont écouté les spécialistes, invités par les collectifs Stop au pétrole et gaz de schiste d'Ile-de-France et de Seine-et-Marne. Un géologue a parlé de l'avenir des énergies fossiles, un directeur de recherche au CNRS de la pollution chimique, un physicien de l'impact sur le réchauffement climatique. Bref, toute l'information catastrophe de la fracturation hydraulique a défilé sous forme de discours, photos et vidéos toute la journée.

VALENTINE ROUSSEAU